

Etat d'urgence au Pakistan

Après l'assaut de la Mosquée rouge en juillet et l'attentat le plus meurtrier de son histoire lors du retour de Benazir Bhutto en octobre, les Pakistanais doivent désormais faire face à l'état d'urgence. La spirale infernale continue.

Le samedi 3 novembre, le général-président Pervez Musharraf consacre ses huit années de règne en donnant suite aux rumeurs qui couraient depuis quelques semaines au Pakistan sur une imminente instauration de l'état d'urgence. Officiellement, les justifications de cette mesure sont la multiplication des attentats et l'interférence excessive du judiciaire dans les prérogatives du gouvernement. Le pays fait en effet face à une grande instabilité : les attentats s'enchaînent, les tensions interethniques et interconfessionnelles persistent et l'influence des talibans s'étend désormais au-delà des zones tribales frontalières de l'Afghanistan. Mais Musharraf a largement contribué à la dégradation de la situation. Pourtant, lorsqu'il renverse en 1999 le Premier ministre Nawaz Sharif et s'empare du pouvoir par un coup d'Etat, il promet de conduire le pays sur la voie de la démocratie et de la stabilité. L'échec est de toute évidence total et le prétendu sauveur de la nation est aujourd'hui complètement discrédité et isolé sur la scène internationale. En réalité, les raisons invo-

quées par Musharraf pour l'instauration de l'état d'urgence sont de simples prétextes pour se maintenir au pouvoir. Les véritables motivations sont tout autres.

Arrestations et répressions

Le général-président se sentait menacé, en particulier par la Cour Suprême indépendante. Celle-ci devait statuer d'un jour à l'autre sur sa rééligibilité ainsi que sur la validité de sa réélection triomphale du 6 octobre dernier. Une élection remportée au suffrage indirect des assemblées nationales et provinciales qui lui étaient complètement acquies.

Ce n'est donc pas un hasard si, simultanément à l'instauration de l'état d'urgence, le président de la Cour suprême Iftikhar Chaudry est démis de ses fonctions. Ce dernier bénéficie d'une grande popularité en tant qu'opposant engagé contre l'autoritarisme du régime. Suite à sa première suspension en mars, Musharraf avait dû faire face à une importante mobilisation. Quelques mois plus tard, en mai, des affrontements entre partisans de Chaudry et tenants du régime faisaient une quarantaine de morts. Après l'assaut des 10 et 11 juillet de la Mosquée rouge,



■ Les avocats sont les premières victimes de l'Etat d'urgence.

Musharraf, dans l'impasse, s'est vu contraint de restaurer Chaudry dans ses fonctions. Ce revirement n'aura pas duré. Depuis la suspension de la Constitution, ce ne sont pas moins de 1 500 personnes - avocats, magistrats, responsables et militants de partis politiques - qui ont été arrêtées ou placées en résidence surveillée. Parmi eux, Asma Jahangir, rapporteur spécial de l'ONU pour la liberté de religion. Les manifestations contre l'état d'urgence menées essentiellement par des avocats malgré l'interdiction des rassemblements échouent jusqu'à présent à engendrer des mouvements de masse et sont violemment réprimées.

Les médias muselés

Alors qu'Iftikhar Chaudry participait mardi 6 novembre par téléphone à une réunion de l'opposition à Islamabad, les réseaux de téléphone mobile ont été rendus inopérants. L'état d'urgence a en effet été accompagné de restrictions drastiques imposées aux médias. L'émission des chaînes locales et internationales a été suspendue. Pour continuer à informer, les chaînes privées censurées, souvent critiquées à l'égard de



tives prévues pour la mi-janvier. Mais la pression exercée reste relativement faible, les Etats-Unis tardant à retirer leur soutien au général, allant jusqu'à affirmer que Washington ne pouvait pas se désengager du Pakistan. Et pour cause : Musharraf est le principal allié de Washington dans la lutte contre le terrorisme menée depuis le 11 septembre 2001. Après qu'Islamabad ait financé et soutenu les talibans afghans, Musharraf s'était finalement rangé du côté de Washington. Depuis, ce sont plus de 11 milliards de dollars que les Etats-Unis ont accordé en aide financière et militaire à Islamabad.

Attentisme américain

Les critiques ont tôt fait de pleuvoir. Alors qu'Amnesty demande à Washington de s'assurer que les armes livrées ne sont pas utilisées dans un tel contexte à l'encontre de manifestants pacifiques, la presse anglosaxonne fustige l'alliance entre les deux pays. Imran Khan, l'un des opposants au général-président les plus actifs, a accusé les Etats-Unis d'être "complices" de l'instauration de l'état d'urgence. Selon lui, les Etats-Unis « soutiennent Musharraf parce qu'il n'aurait jamais pu faire ce qu'il voulait s'ils avaient vraiment voulu l'en empêcher ».

Le lendemain de l'instauration de l'état d'urgence, il annonçait son assignation à résidence. Quant à l'ex-Premier ministre Benazir Bhutto, elle a appelé mercredi 7 novembre à manifester contre l'état d'urgence. 400 manifestants de son Parti du peuple ont été arrêtés dans la journée pour être descendus dans les rues et avoir répondu à son appel. Son meeting prévu pour vendredi 9 novembre a été interdit par les autorités. Elle a également appelé à participer à une grande marche le 13 novembre entre Lahore et Islamabad. Ses déclarations marquent un tournant dans les prises de position de cette icône de l'opposition pakistanaise. En effet, après avoir obtenu du général Musharraf une amnistie pour les accusations de corruption lorsqu'elle était au pouvoir, Benazir Bhutto a pu retourner au Pakistan le 18 octobre après huit ans d'exil. Cette amnistie est intervenue après que l'ex-Premier ministre ait négocié pendant plusieurs mois un partage de pouvoir avec Musharraf. Celui-ci devait renoncer au poste de chef des armées avant les législatives qui devaient se tenir mi-janvier et lui permettre en contrepartie de mener campagne pour accéder très probablement de nouveau au poste de Premier ministre. Cédant sous la pression internationale, le pouvoir a finalement annoncé jeudi 8 novembre la tenue d'élections législatives en février 2008. Mais cette pression n'a pas suffi à mettre fin pour l'heure à l'état d'urgence. A suivre. ■

AMINA BOUBIA



■ Le président pakistanais Pervez Musharraf.

Musharraf, recourent à Internet. Face à la gravité de la situation, la communauté internationale s'est dite scandalisée. Le Commonwealth a annoncé la convocation d'une réunion extraordinaire pour évoquer l'état d'urgence au Pakistan avec, comme éventualité, la suspension du pays de cette organisation. Le ministre australien des Affaires étrangères Alexander Downer n'a pas hésité

à qualifier Musharraf de « dictateur ». Le voisin indien s'est quant à lui montré plus prudent. Probablement pour ne pas mettre à mal ses relations avec Islamabad, considérablement apaisées depuis le lancement du processus de paix entre les deux pays. Mais la réaction qui surprend le plus par son manque de fermeté est sans conteste celle de Washington, principal bailleur de fonds du Pakistan. La Maison-Blanche a certes condamné l'instauration de l'état d'urgence en réclamant le maintien des législa-